

# Yves Tubiana

EXPERT-COMPTABLE DIPLOME PAR L'ETAT - COMMISSAIRE AUX COMPTES INSCRIT

51, rue du Rocher - 75008 PARIS  
Tél. : 01.42.93.10.12  
Fax : 01.42.93.86.00  
Site web: [www.tubiana.com](http://www.tubiana.com)  
e-mail : [cabinet.tubiana@tubiana.com](mailto:cabinet.tubiana@tubiana.com)

## ADESATT

Association d'Etude et de Suivi de l'Aménagement du Temps de Travail

Siège social : 148, Boulevard Haussmann

75008 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

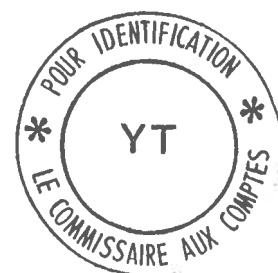
**PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

**Du 21 juin 2023**

**Statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022**

## Sommaire

<b>1 – Opinion .....</b>	<b>3</b>
<b>2 – Fondement de l'opinion .....</b>	<b>3</b>
2.1 – Référentiel d'audit .....	3
2.2 – Indépendance .....	3
<b>3 – Justification des appréciations .....</b>	<b>3</b>
<b>4 – Vérification des documents adressés aux associés. ....</b>	<b>4</b>
<b>5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise     relatives aux comptes annuels.....</b>	<b>5</b>
<b>6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.....</b>	<b>5</b>



**Aux Adhérents de l'association ADESATT,**

## **1 – Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADESATT relatifs à **l'exercice clos le 31 décembre 2022** tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

## **2 – Fondement de l'opinion**

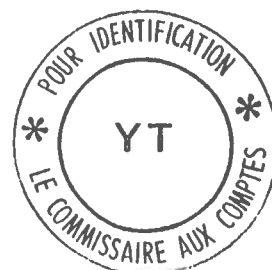
### **2.1 – Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent, en vertu de ces normes, sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **2.2 – Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1er janvier 2022** à la date d'émission de mon rapport.



### **3 – Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article 823-9 et R.823-7 du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, indiqués en note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **4 – Vérification des documents adressés aux adhérents**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

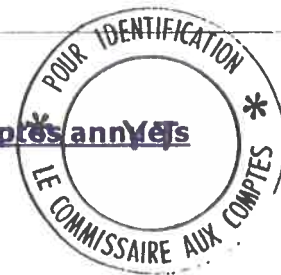
### **5 – Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.





## **6 – Responsabilités du Commissaire Aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Société.

Dans le cadre d'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire Aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

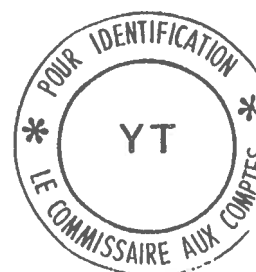
**Fait à Paris,**

**Le 5 juin 2023**



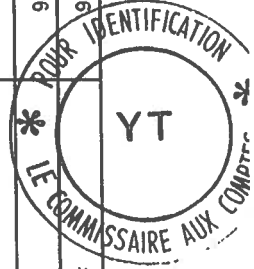
**Yves TUBIANA**

**Commissaire aux Comptes**



ADESATT BILAN 2022

ACTIF	31/12/2022			31/12/2021	PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
	Brut	Amort/prov	Net				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Immobilisations incorporelles					Report à nouveau	746 925,31	416 865,52
Agencements, installations					Résultat de l'exercice	-152 400,40	330 059,79
Matériel informatique							
Mobilier							
Immobilisations financières							
<b>TOTAL I</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>TOTAL I</b>	<b>594 524,91</b>	<b>746 925,31</b>
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>PROVISIONS POUR RISQUES</u>		
Fournisseurs avances & acomptes					<u>DETTES</u>		
Clients & cps rattachés (collecte 22 versée en 23)	242 630,27		242 630,27	39 630,85	Clients avances & acomptes (rbt collecte)	21 670,04	113 451,37
Personnel & comptes rattachés					Fournisseurs & dettes rattachées	329 528,64	171 964,77
Débiteurs divers					Dettes fiscales et sociales		
Produits à recevoir	0,00		0,00	1 920,29	Créditeurs Divers		
	692 565,89		692 565,89	982 272,09			
<u>DISPONIBILITES</u>							
Charges constatées d'avance	10 527,43		10 527,43	9 137,52	Produits constatés d'avance	0,00	619,30
<b>TOTAL II</b>	<b>945 723,59</b>	<b>0,00</b>	<b>945 723,59</b>	<b>1 032 960,75</b>	<b>TOTAL II</b>	<b>351 198,68</b>	<b>286 035,44</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>945 723,59</b>	<b>0,00</b>	<b>945 723,59</b>	<b>1 032 960,75</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>945 723,59</b>	<b>1 032 960,75</b>



Compte de résultatADESATT RESULTAT 2022

CHARGES	Année 2022	Année 2021	Ecart	PRODUITS	Année 2022	Année 2021	Ecart
Frais de fonctionnement	123 234,61	73 538,97	49 695,64	Cotisations des membres	900,00	1 050,00	-150,00
Frais de collecte	168 458,09	250 229,87	-81 771,78	Collecte	8 998 189,79	8 720 471,60	277 718,19
<b>Total charges de fonctionnement (1)</b>	<b>291 692,70</b>	<b>323 768,84</b>	<b>-32 076,14</b>	<b>Total Produits de collecte (1)</b>	<b>8 999 089,79</b>	<b>8 721 521,60</b>	<b>277 568,19</b>
Etudes (dont CPPNI)	362 075,52	300 708,48	61 367,04	Autres produits			
				<b>Total produits divers (2)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
				Intérêts sur placements	2 277,93	1 920,51	357,42
<b>Total charges d'études (2)</b>	<b>362 075,52</b>	<b>300 708,48</b>	<b>61 367,04</b>	<b>Total Produits financiers (3)</b>	<b>2 277,93</b>	<b>1 920,51</b>	<b>357,42</b>
Financement du paritarisme	8 500 000,00	7 768 905,00	731 095,00	Produit exceptionnel sur opération de gestion	0,10	0,00	0,00
Total suivi de l'accord (3)	8 500 000,00	7 768 905,00	731 095,00	<b>Total Produits exceptionnels (4)</b>	<b>0,10</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>TOTAL CHARGES (1)+(2)+(3)</b>	<b>9 153 768,22</b>	<b>8 393 382,32</b>	<b>760 385,90</b>	<b>TOTAL PRODUITS (1)+(2)+(3)+(4)</b>	<b>9 001 367,82</b>	<b>8 723 442,11</b>	<b>277 925,61</b>
Excédent de l'exercice	-152 400,40	330 059,79		Insuffisance de l'exercice			482 460,29
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 001 367,82</b>	<b>8 723 442,11</b>	<b>760 385,90</b>	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>9 001 367,82</b>	<b>8 723 442,11</b>	<b>760 385,90</b>





ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2022

L'Association D'Etude Et de Suivi de l'Aménagement du Temps de Travail dans les métiers du savoir - ADESATT – a été créée le 20 février 2000 à la suite de la volonté des partenaires sociaux de la branche des bureaux d'études techniques, cabinets d'ingénieurs-conseils et sociétés de conseil, de conférer un statut juridique à la commission de suivi des modalités de réduction et d'aménagement du temps de travail institué par l'accord national relatif à la réduction du temps de travail du 22 juin 1999 au sein de la branche.

Les adhérents ont reconnu qu'ils ne pouvaient atteindre leur objectif que par le développement du paritarisme entre fédérations professionnelles d'employeurs et fédérations syndicales de salariés représentatives au niveau national.

Dans ce cadre, les adhérents ont entendu étendre les missions de l'ADESATT afin de lui confier la gestion du financement du paritarisme au sein de la branche en modifiant ses statuts lors de l'assemblée générale du 19 mai 2009.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'exercice 2022 ont été établis conformément à l'avis 99-01 du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022 présente un total de 945 723.59 €

Le compte de résultat affiche un total de produits de 9 001 367.82 € et un total de charges de 9 153 768.22 € et laisse apparaître un résultat négatif de 152 400.40 €.

L'exercice, d'une durée de douze mois, recouvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2022.

Les comptes annuels sont arrêtés par le conseil d'administration.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

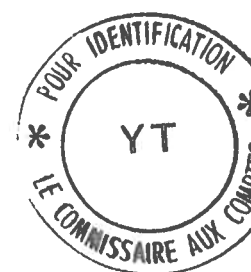
- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

FAIT INTERVENU APRES LA CLOTURE

Aucun fait marquant intervenu après la clôture.



## PRINCIPALES METHODES UTILISEES

### ***Immobilisations :***

L'ADESATT ne détient pas d'immobilisations.

### ***Créances et dettes :***

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### ***Valeurs mobilières de placement :***

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'achat.

A l'inventaire si une catégorie de valeurs mobilières de placement est inférieure à son coût d'acquisition, une provision est constituée pour tenir compte de la moins-value latente.

Au 31 décembre 2022, l'ADESATT ne détient aucune valeur mobilière de placement.

### ***Disponibilités :***

Les disponibilités en banque sont évaluées pour leur valeur nominale.

## RESSOURCES DE L'ADESATT

Les ressources de l'ADESATT se composent :

- D'une contribution conventionnelle annuelle des entreprises, relevant de la convention collective nationale du 15 décembre 1987, de 0,2 pour mille de la masse salariale brute de l'année précédente.
- Des cotisations normales et exceptionnelles de ses membres (150 € par membre).
- Des subventions qui pourraient être accordées par l'Etat, les collectivités territoriales et toutes structures nationales, européennes et internationales.
- Des produits de placement de l'excédent de ses disponibilités financières.

### ***Contributions publiques de financement :***

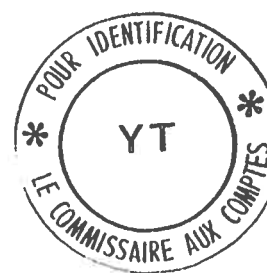
L'ADESATT n'a bénéficié d'aucune contribution publique de financement, ni au cours de cet exercice, ni au cours d'exercices précédents.

### ***Contributions en nature :***

L'ADESATT n'a bénéficié d'aucune contribution en nature qu'il s'agisse de mise à disposition de personnes ou de biens meubles et immeubles.

### ***Engagements de retraite :***

L'ADESATT n'emploie pas de salariés.



***Autres engagements :***

L'ADESATT utilise, dans le cadre de son fonctionnement, les services administratifs et comptables de la Fédération Syntec et de la Fédération CINOV. Les dépenses sont refacturées au coût de revient.

La collecte de la contribution conventionnelle annuelle est assurée par la Fédération Syntec et la fédération CINOV (comptabilité, suivi des créances, encaissements et relances des entreprises, gestion de trésorerie, optimisation du site d'ADESATT).

